

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société Nouvelle WOESTELANDT

chez ASTRADÉC
95 rue Charles Auguste Coulomb - ZAC de la PMA
62510 Arques

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\05_CARRIERES\Carrières C3\Société
Nouvelle Woestland_Nieurlet_070.03375\2_Inspections\20250123_inspection_signalement_rejet
Code AIOT : 0007000074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement Société Nouvelle WOESTELANDT implanté 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Nouvelle WOESTELANDT
- 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet
- Code AIOT : 0007000074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société nouvelle de Woestelandt (groupe Astradec) exploite à Nieurley une carrière d'argile auparavant exploitée par la société des Céramiques Woestelandt (autorisation par arrêté préfectoral modifié n° DAGE/3-FF du 06/03/2003).

Cette autorisation expire le 31/12/2030. L'exploitant actuel n'extraie plus de matériaux actuellement et utilise la carrière pour valoriser des déchets inertes, qui servent à la remblayer dans le cadre de sa remise en état.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPI-BPE/YA du 22/11/2022 vient mettre à jour les conditions de remblaiement de la carrière.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Clôtures et accès	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 15.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.5	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
8	Conditions de remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.7	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvements d'eau au milieu naturel - Eaux de procédés des installations	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 15.2 et 15.3.1	Sans objet
4	Entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 15.3.3	Sans objet
7	Limitation des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre de signalements de rejets d'eaux potentiellement polluées (noirâtres et odorantes) qui proviendraient de la carrière (signalements en date du 12/01/2025 et 21/01/2025). Selon ces signalements, les rejets ne présentaient pas d'irisations et ne semblaient pas contenir d'hydrocarbures. Des rejets similaires auraient eu lieu début janvier.

Plusieurs non-conformités constatées lors de l'inspection (déchets réceptionnés sur la carrière, conditions générales d'exploitation et de surveillance, rejets d'eaux pluviales) sont susceptibles de nuire à certains des intérêts protégés par les articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement. Une seconde inspection a ainsi été réalisée le 12/02/2025 pour encadrer la réalisation de prélèvements sur le site. Un arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence, basé sur les constats de la présente inspection (23/01/2025) et de l'inspection suivante (12/02/2025) est proposé au préfet (ce projet d'arrêté accompagne le rapport de la seconde inspection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôtures et accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est entièrement ceint d'une clôture.</p> <p>Un portail route de Booneghem permet l'entrée et la sortie des camions. Ce portail était ouvert et sans surveillance lors de l'arrivée sur le site. La DREAL a pénétré sur le site sans contrôle. La seule personne présente était occupée à conduire un engin de type pelleteuse en haut de la rampe d'accès à la zone excavée..selon l'exploitant cette personne est également chargée de refermer le portail en dehors des heures d'activité (de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00 du lundi au vendredi).</p> <p>Une personne à pied peut facilement entrer sur le site sans être vue, la personne chargée de la</p>

surveillance étant seule et éloignée.
L'unique panneau d'interdiction accroché à côté du portail, de taille réduite, est peu explicite et peu visible.
NON-CONFORMITE : le contrôle de l'accès au site et la signalisation du danger sont insuffisants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 jours

N° 2 : Prélèvements d'eau au milieu naturel - Eaux de procédés des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 15.2 et 15.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 06/03/2003 - article 15.2 - Prélèvements d'eau au milieu naturel La carrière n'utilise pas d'eau pour son fonctionnement (y compris aucune eau sanitaire). Arrêté préfectoral du 06/03/2003 - article 15.3.1 - Eaux de procédés des installations La carrière ne rejette aucune eau de procédé.
Constats : Le local technique (aménagé dans un conteneur maritime) n'est pas relié au réseau d'eau potable. L'eau utilisée pour le lavage des camions est pompée dans les bassins de collecte des eaux pluviales. La station de lavage est équipée d'une rétention permettant de recycler les eaux de lavage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 15.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...]Les eaux pluviales de ruissellement sur les flancs de la carrière sont recueillies en fond de carrière. Elles sont pompées (débit maximal de 20 m ³ /h) pour être rejetées via le réseau eau pluviale de la commune dans la rivière de Booneghem au sud de la carrière. Les eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement afin de respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le pH est compris entre 5,5 et 8,5; • la température est inférieure à 30°C ; • les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ; • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;

- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites[...].

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Un contrôle des eaux rejetées est effectué une fois par an sur les paramètres suivants : débit, pH, température, MEST, DCO, HCT.

Constats :

Le jour de l'inspection, les eaux recueillies dans le bassin en fond de carrière sont noires et exhalent une odeur d'eau croupie. Selon l'exploitant, les précipitations et les périodes de gel n'ont pas permis d'utiliser la pompe permettant la vidange régulière de ce bassin. Il explique que l'entretien du bassin n'est actuellement pas possible du fait du sol détrempé et glissant, impraticable par les engins de chantier.

L'exploitant émet l'hypothèse que lors des premières remises en marche de la pompe, les eaux évacuées auraient stagné pendant une longue période, ce qui expliquerait la couleur noire et l'odeur d'eau croupie.

L'exploitant indique n'avoir réalisé aucun contrôle des rejets des eaux pluviales en 2024. **Par conséquent, rien ne garantit à ce stade que les eaux noirâtres rejetées soient exemptes de pollution.**

NON-CONFORMITE : le point de rejet en sortie de site n'est équipé ni d'un canal de mesure du débit ni d'un point de rejet. L'exploitant n'est pas en mesure d'annoncer de date prévisionnelle pour leur mise en place.

NON-CONFORMITE : aucun contrôle des rejets des eaux pluviales n'a été réalisé en 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Entretien des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 15.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Déversements accidentels

Prescription contrôlée :

Aucune opération d'entretien d'engins ou de remplissage de réservoirs n'est autorisée sur le site de la carrière.

<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, aucune opération d'entretien d'engins ou de remplissage de réservoirs n'est constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...]</p> <p>Un panneau à l'entrée du site indique la liste des déchets admissibles et rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés.</p>
<p>Constats :</p> <p>NON-CONFORMITE : le remblayage de la carrière a généré l'accumulation d'eaux noirâtres et odorantes en fond de carrière. la configuration actuelle de la carrière ne permet pas le bon écoulement des eaux (pompe indisponible en période de gel / accumulation de boues bouchant la pompe).</p> <p>NON-CONFORMITE : aucun panneau en entrée de site n'indique la liste des déchets admissibles, ni ne rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 6 : Registre d'admission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Celui-ci contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception du déchet ; • la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe I] de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • la quantité du déchet entrant ; • le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ; • le nom et l'adresse du ou des transporteurs ; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; • le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n°1013/2006 du 14 juin 2006;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et I] de la directive n°2008/98/CE. Pour le remblayage par des déchets d'extraction inertes ainsi que les déchets inertes externes répondant aux critères du 10.3.2 du présent arrêté, le code est RI1;
- l'accusé d'acceptation des déchets prévu à l'article 10.3.4;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 10.3.4 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas de registre des déchets formalisé disponible sur le site. Par courriel du 12/02/2025, il transmet une extraction de son logiciel de gestion du pont-bascule de pesée, qui ne fait figurer ni la nature du déchet entrant, ni l'adresse du producteur et du transporteur des déchets.

NON-CONFORMITE : absence de registre des déchets entrants formalisé et conforme aux dispositions du présent article.

Le jour de l'inspection, des déchets en provenance (selon l'exploitant) d'un chantier de Boulogne-sur-mer sont déposés dans la carrière.

Ces déchets présentent une couleur foncée et exhalent une odeur rappelant les zones portuaires. Leur aspect évoque la vase ou les sédiments. Il n'est pas exclu que ces déchets aient un lien avec la mauvaise odeur et la couleur noirâtre des eaux pluviales accumulées dans le bassin. Des éléments complémentaires concernant ces déchets ont été transmis par l'exploitant à la suite de la présente inspection. Ces éléments sont repris de manière plus détaillée dans le rapport de l'inspection du 12/02/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 jours

N° 7 : Limitation des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances

Prescription contrôlée :

[...]Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

[...]La piste de sortie de la carrière en béton et macadam doit être maintenue propre.[...]

Constats :

<p>Le jour de l'inspection, la route de Booneghem est dans un état d'engrassment avancé sur plusieurs centaines de mètres de part et d'autre de l'entrée de la carrière (boues et cailloux sur la chaussée et les trottoirs, voitures des riverains éclaboussées, etc.).</p> <p>L'exploitant explique faire appel « autant que de besoin » (soit environ une fois par mois, sauf en été où cela n'est selon lui pas nécessaire) à une société de balayage des voiries pour nettoyer la rue. Le jour de l'inspection, il indique que le dernier passage de la balayeuse remonte à un mois et qu'elle passera le lendemain.</p> <p>Par courriel du 24/01/2025, l'exploitant a transmis des photos montrant que la route longeant la carrière avait été nettoyée. Lors de l'inspection suivante (12/05/2025), la route est également constatée propre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions de remblayage par des déchets inertes externes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Décjets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets inertes externes feront l'objet d'une vérification par l'exploitant afin de vérifier leur conformité aux valeurs limites fixées à l'article 10.3.2 à minima tous les 1 000 m³ et au moins une fois par chantier de plus de 1 000 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique ne jamais effectuer cette vérification étant donné que tous les chantiers dont sont issus les déchets de remblaiement sont inférieurs à 1000 m³. Or une vérification doit tout de même être réalisée tous les 1000 m³.</p> <p>NON-CONFORMITE : la conformité des déchets inertes externes n'est pas vérifiée tous les 1000 m³.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 jours

N° 9 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des</p>

prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant. L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols[...]

Constats :

En parallèle de la présente inspection, un courriel a été envoyé le 27/01/2025 à l'exploitant, lui demandant de :

- faire réaliser dans les plus brefs délais et sous un délai maximal de 15 jours par un laboratoire agréé à cet effet, une analyse des eaux du bassin eaux pluviales (article 15.3.2 de l'arrêté susmentionné). L'analyse portera a minima sur les paramètres pH, MES, DCO, hydrocarbures totaux, As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures, sulfates et indices phénols. Pour cette analyse, le choix du laboratoire et de la date de prélèvement devront faire l'objet d'une validation par les services d'inspection qui pourra assister aux prélèvements ;

Dans l'attente de la caractérisation de ces eaux et de ces déchets, et jusqu'à nouvel ordre, l'exploitant est tenu de respecter les interdictions suivantes :

- interdiction de rejeter les eaux pluviales de ruissellement collectées dans le bassin (arrêt du pompage) ;
- interdiction d'utiliser les déchets susmentionnés pour remblayer la carrière.

L'inspection du 12/05/2025 a permis d'encadrer la réalisation de ce prélèvement d'eau, réalisé par le laboratoire Flandres Analyses.

Type de suites proposées : Sans suite